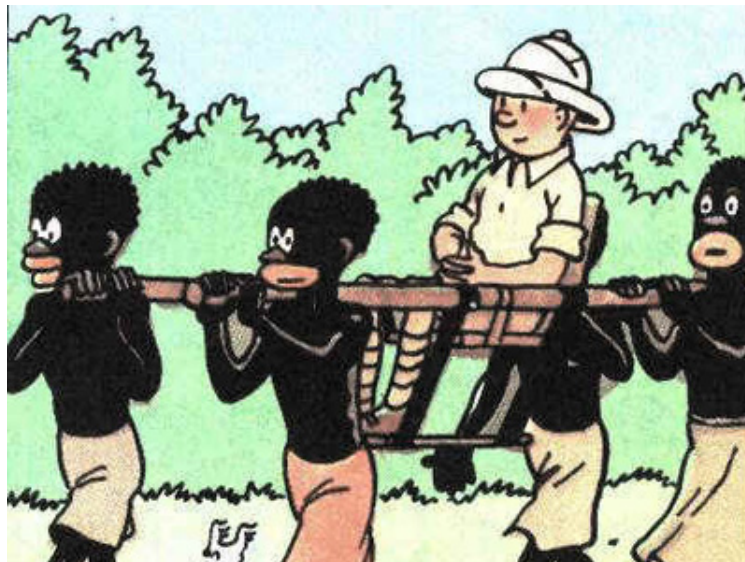


L'IMPÉRIALISME EN 2019

RÉALITÉS ET CONTRADICTIONS

Définition :

« Impérialisme : Politique d'expansion et de domination ».



Francis Arzalier¹



¹ " Ce texte rassemble sur le sujet les analyses personnelles d'un militant de l'ANC, et ne prétend pas les ériger en dogmes indiscutables. Son but est de susciter le débat idéologique collectif, et d'abord entre Communistes. "

Dans un monde actuel parcouru de tensions et de guerres, Il n'est pourtant pas de bon ton de prononcer le mot impérialisme. Les médias français imprégnés d'idéologie "libérale", qui formatent l'opinion, excluent de leur vocabulaire, et donc du notre, certains mots, et les réalités qu'ils expriment. Ils nous racontent les massacres causés par la xénophobie et le racisme, la turpitude de chefs d'État qui négligent les Droits de l'Homme. L'univers est selon eux un chaos dû à l'immoralité de brutes menaçantes et irrationnelles, "terroristes", "djihadistes", "populistes".

Mais qui évoque la division du monde en peuples opprimés, pillés, et les Pouvoirs Économiques, politiques et militaires qui les réduisent en sujétion, passe dans leur récit pour un personnage grossier, ringard, voire un "complotiste", un partisan attardé de doctrines qui n'ont plus cours, dans notre France bien-pensante, apaisée par la "démocratie" selon Macron.

Et pourtant, cette réalité existe, elle a aujourd'hui comme hier un nom, l'impérialisme, avec les insupportables inégalités qu'il génère, et qui ne peuvent qu'accoucher des fureurs guerrières qu'on voudrait nous faire accepter comme une calamité naturelle.

Car ce mot incongru pour nos maîtres à penser des petits écrans a un sens bien précis, rationnel, que définit ainsi ce brûlot révolutionnaire, publié par de doctes linguistes en 1956, le « dictionnaire Quillet de la langue française »:

« Impérialisme : Politique d'expansion et de domination ».

Histoire de l'Impérialisme

1- Impérialisme et Colonisation : (de 1830 à 1945)

Les théoriciens marxistes de la chose, comme Lénine au début du XX^{ème} siècle, en ont étudié beaucoup plus les mécanismes, économiques, politiques, diplomatiques, militaires: le Capitalisme industriel dominant alors les "pays d'Occident" (France, Royaume Uni, Allemagne, USA, etc.), se transformait peu à peu en Capitalisme financier, poussant les possédants "occidentaux" à investir le capital partout où il pourrait tirer profit, en y exploitant hommes et richesses naturelles, pétrole ou minerais, et notamment en Afrique, Asie, Amérique "latine", dans tous les continents qui n'étaient pas encore industrialisés. Chacune de ces bourgeoisies capitalistes ayant à son service un État, son armée, ses idéologues : l'impérialisme

vers 1910 était économique, militaire, diplomatique, et idéologiquement nationaliste.



De lui sont nés ces conflits pour le partage du monde, en "colonies", et "chasses gardées": jusqu'au jour de 1914 où les dirigeants des États Impérialistes, défendant leurs "zones d'influences" menacées ou aspirant à un nouveau partage colonial, ont précipité leurs peuples les uns contre les autres, dans quatre ans de guerre "mondiale": quelques millions de morts français, britanniques, allemands, russes, etc., pour trouver une solution aux conflits entre capitalistes de Berlin et de Paris, de Londres et de Vienne, de New York et

de Bruxelles, etc. Selon la formule d'Anatole France, " on croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels": Telle est la réalité féroce de l'impérialisme il y a un siècle.

Après la tuerie de 1914-18, l'impérialisme est toujours la règle majeure des relations internationales, même si le rapport de forces a changé. Les États Unis d'Amérique aspirent désormais à jouer le premier rôle au sein du monde capitaliste : les puissances d'Europe sortent ravagées, endettées, de quatre ans de guerre, mais elles disposent encore de leurs immenses et juteux Empires coloniaux, dont c'est même l'apogée pour la France, le Royaume Uni, la Belgique, les Pays Bas, le Portugal, entre les deux Guerres Mondiales. Et surtout, la Révolution de 1917 a créé un concurrent non capitaliste, l'immense URSS. Mais cela ne pourra empêcher le déclenchement de la

deuxième guerre mondiale, notamment à cause des ambitions de l'Impérialisme allemand, qui n'hésite pas à confier ses rêves de domination de l'Europe aux criminels nazis.

1945 voit s'effondrer ce rêve impérialiste allemand, notamment grâce à l'URSS, qui a été l'artisan majeur de la victoire "alliée" au prix de vingt millions de morts, et aux Résistances nationales anti nazies. Mais cette "après-guerre" libérée, si elle rend possible de nombreuses conquêtes sociales, ne voit pas disparaître l'Impérialisme et sa nocivité. Le plus puissant d'entre eux, l'Impérialisme états-unien, se conduit peu à peu en maître du monde, y compris au détriment de ses alliés comme la France capitaliste et coloniale. C'est durant cette période que l'armée des États Unis devient la plus puissante du globe, essaimant des bases militaires sur tous les continents et océans, avec des troupes

d'intervention de la Corée au Vietnam, et des bombardiers porteurs de



la mort nucléaire. Mais elle est durant ces 40 ans qu'on

dit de "guerre froide" tenue en respect par l'URSS et ses alliés, capables alors de soutenir un vaste mouvement de libération nationale en Afrique, Asie, et Amérique "latine " contre les Impérialismes occidentaux. L'Algérie n'aurait peut-être pas réussi à arracher son indépendance en 1962, sans l'existence de l'URSS et de la Chine Socialiste.

2 - Impérialisme et « Néo-Colonialisme » (de 1960 à 1980)

La décolonisation ne signifie pas que l'impérialisme disparaît, Il s'adapte aux nouvelles conditions du monde.

L'histoire de la France à partir de 1960 en est un exemple parfait. Alors que la bourgeoisie de notre pays a construit sa richesse durant les trois siècles précédents grâce à son immense Empire colonial (aux Antilles grâce à l'esclavage jusqu'en 1848, en

Indochine, et sur près du tiers de l'Afrique, de Méditerranée au Golfe de Guinée), elle confie à De Gaulle le soin d'établir de nouvelles relations de domination avec les pays d'Afrique devenus indépendants.

Grâce à des "Traités inégaux", ils seront soumis économiquement, financièrement (franc CFA contrôlé depuis Paris) et militairement, au Gouvernement et à la bourgeoisie de France. Ainsi, les capitalistes français

pourront continuer à tirer profit des matières premières africaines (arachides du Sénégal, coton malien, cacao ivoirien, pétrole du Congo-Brazza, uranium du Niger) nécessaires aux usines de France, et jouer le "gendarme" pour maintenir au pouvoir des gouvernants africains "amis" (de 1960 à la fin du XX^{eme} siècle, l'armée française est intervenue plus de quarante fois du Maghreb au Sahel).

Les États Unis d'Amérique, devenus puissance industrielle bien plus tard que les pays d'Europe occidentale, n'avaient presque pas de colonies directes au XIX^{eme} siècle (Hawaï en Pacifique, Puerto Rico aux Antilles). Ils pratiquèrent cependant un Impérialisme agressif, de plus en plus envahissant à mesure qu'ils se développaient : conquête du Texas arraché au Mexique (1836-45), affirmation au début du XX^{eme} siècle de la "doctrine Monroe" (l'Amérique aux seuls

Américains), en vertu de quoi ils aidèrent Cuba à se libérer de la tutelle espagnole (1898), pour y installer des gouvernants à leur botte, et de grandes plantations de canne à sucre à leur profit, et aidèrent le Panama à devenir indépendant sous leur égide (1903) pour y contrôler le Canal.

Durant les décennies suivantes, l'armée US intervient des dizaines de fois en faveur de dirigeants "amis" dans cette chasse gardée des USA que devint l'Amérique latine et caribéenne. Et c'est surtout après 1945 que l'Impérialisme US s'implante au Moyen Orient (Iran, Irak) par le biais de grandes Compagnies pétrolières et de ses diplomates, souvent au détriment de ses concurrents britanniques ou français. Sans être pratiquement passés par la phase coloniale, les États Unis deviennent alors le chef de file de l'Impérialisme occidental.

3 - L'Impérialisme « mondialisé » (de 1980 à 2019)

Le système impérialiste, tout en conservant les mêmes objectifs de domination et d'exploitation des peuples "du Sud" et de leurs ressources, se transforme à partir de 1980-90.

On voit alors le Capitalisme muter, se restructurer en quelques centaines de grandes sociétés transnationales, dont les capitaux proviennent des diverses bourgeoisies du monde. Leur siège social peut être à New York, New, Delhi ou Paris, et les salariés aux quatre coins du globe, là où le profit des actionnaires est le plus grand, notamment dans les contrées à bas salaires.

Cette "mondialisation" capitaliste a en France pour principale conséquence le démantèlement progressif de la classe ouvrière, par le biais des délocalisations, des

fermetures d'entreprises, qui entraînent chômage massif et précarisation des emplois. Ce qui est tout bénéfice financier, et plus encore politique pour les actionnaires français et étrangers, en contribuant au délitement accéléré du mouvement ouvrier et révolutionnaire.

Parallèlement, cette mutation économique "mondialiste" du Capitalisme entraîne progressivement au sein de la bourgeoisie française, une véritable conversion idéologique, du Gaullisme nationaliste et étatique au libéralisme (de gauche ou de droite), fermement dévoué aux structures supranationales que sont l'Union Européenne, son pendant militaire l'OTAN et à l'Impérialisme états-unien. Profitant du déclin économique et politique des pays socialistes d'Europe et de l'URSS, cette UE, dont le cœur est l'impérialisme financier allemand, jouera

(avec la Vatican) un rôle décisif dans l'explosion de la Yougoslavie en états capitalistes concurrents, et les guerres meurtrières qui en résultent.

Dans ce contexte, le récent quart de siècle a basculé dans une authentique contre-révolution idéologique mondiale, conséquence de la disparition de l'URSS et de ses alliés du "camp Socialiste" vers 1990.



Et on a constaté en même temps le délitement des nationalismes anti-impérialistes du "Tiers Monde" au profit de courants intégristes, réactionnaires et xénophobes, du Moyen Orient à l'Afrique, parallèlement à celui des

mouvements révolutionnaires d'Occident.

Tout cela, évidemment, a redonné une nouvelle vigueur aux impérialismes, dont les idéologues annonçaient même la victoire finale (" la fin de l'histoire") après 1990. Mais ils durent vite déchanter : le XXI^{ème} siècle a vu au contraire le déclin relatif des grandes puissances impérialistes, à commencer par les USA, devant la croissance exponentielle de nouveaux concurrents comme la Chine, "émergent" grâce à la mondialisation des échanges à la puissance industrielle.

En ce sens, l'élection aux États Unis de Trump, grâce au slogan revanchard " Amérique First " est le symptôme de cette nouvelle crise de l'Impérialisme. Il n'est pas moins dangereux pour autant, au contraire : un fauve blessé est susceptible de réactions irrationnelles et désespérées.

Trump à la Maison Blanche

Les témoignages rassemblés par Woodward dans son livre ("Peur. Trump à la Maison Blanche") confirment l'image caricaturale d'un chef irascible, imprévisible, un affairiste milliardaire inculte qui ne juge des hommes et des situations qu'à leur capacité à multiplier les profits financiers. Une réalité, certes, que cultivent depuis deux ans nos médias, affairés à montrer à quel point ce grossier personnage, volontiers misogyne et xénophobe dans ses tweets, est différent de notre chef Macron, policé, élégant, comme sait l'être "l'Elite" bourgeoise française, "démocrate" comme on sait l'être dans l'Union Européenne, par opposition à ces " Populistes " toujours prêts à flatter les bas instincts du petit peuple analphabète (Ce concept méprisant de " populisme" n'ayant aucune

signification précise puisqu'il désigne aussi bien l'extrême droite xénophobe que son contraire, l'extrême gauche égalitaire).

Cette image du chef nominal de l'Impérialisme états-unien est simpliste. D'abord parce que Trump, le type même du démagogue, s'est fait élire en reprenant à son compte les sentiments et les revendications d'une partie majoritaire des citoyens des USA, notamment les moins aisés et les moins diplômés, traumatisés par la destruction d'entreprises délocalisées vers les pays à bas salaires asiatiques ou sud-américains, et qui souvent en rendent responsables immigrés et minorités, noirs ou latinos.

Il a su aussi durant sa campagne reprendre à son compte, certaines de leurs revendications parfaitement justes : rapatrier aux USA emplois et industries, les

protéger de la concurrence étrangère par des barrières douanières, cesser d'intervenir militairement à grands frais d'hommes et de milliards sur tous les continents : Trump avait notamment fait campagne pour le retrait des troupes US d'Afghanistan.

Ces thèmes, mélange de revendications légitimes et de dérives xénophobes à l'usage des " petits blancs ", étaient choisis quasi-scientifiquement pour répondre à ce que pensait l'électorat visé.

Dans une nation durablement marquée par les clivages coloniaux de couleur de peau et d'origine, la classe ouvrière est très encadrée par des syndicats professionnels essentiellement corporatistes, qui ont été totalement expurgés de leurs composantes marxistes ou

anarchistes après la Deuxième Guerre Mondiale, dans l'atmosphère d'hystérie antisoviétique du Maccarthysme.



Depuis, les petits groupes communistes ou socialistes des USA sont surtout présents dans les milieux intellectuels ou les groupes minoritaires (Afro-Américains, Latino-Américains, Juifs). C'était le cas en 1980 avec la militante communiste Angela Davis, c'est encore aujourd'hui le cas des soutiens du Socialiste Bernie Sanders, qui fut candidat au sein du Parti Démocrate contre Trump.

Les mécanismes de l'impérialisme État-Unien : un démagogue pragmatique au sommet de l'appareil.

Le démagogue Trump ne manque pas en fait d'intelligence politique. Élu, Il continue par ses tweets de cultiver son électorat, de prôner en sa direction les annonces dont il sait qu'elles assurent sa popularité, les plus normales (protection de l'emploi), mais aussi les plus discutables (diatribes contre les immigrés, les journalistes et les intellectuels, contre le reste du monde qui profite de l'aide états-unienne, etc.). Mais Il n'hésite pas à infléchir ses décisions au gré du rapport de forces international, et des opinions de ce collectif de milliers de personnes, financiers, politiciens, chefs militaires, qui forment le véritable pouvoir d'État des USA, les têtes multiples de l'Impérialisme États-unien.

Les exemples fourmillent :

Ainsi, Trump avait accusé avant son élection le Président Obama d'avoir laissé s'enliser la situation en Afghanistan, d'y maintenir des soldats pour une guerre perdue d'avance, coûteuse en hommes et en dollars, avec des alliés (l'OTAN) inefficaces et radins. Une opinion partagée par son électorat, qui fit naïvement croire à certains pacifistes français que son élection signifierait une diminution des virulences impérialistes.



Woodward raconte comment ses conseillers l'ont convaincu de maintenir l'occupation d'un pays essentiel au dispositif de l'Impérialisme occidental en Asie. Ce qui ne l'empêche pas, évidemment, de continuer à jouer le pacifiste pour son public,

grâce à une avalanche de tweets enflammés : ceux qui les lisent les prennent au premier degré, on nomme cela "démocratie" et "défense du monde libre" à Washington (et à Paris...).

Woodward raconte comment les divers économistes ultra-libéraux de l'entourage présidentiel, convaincus à 99 pour cent du caractère néfaste de tout protectionnisme, ont fait fléchir la volonté initiale de Trump de protéger les emplois industriels : c'était pourtant une promesse justifiée, les squelettes d'usines délocalisées et les vies brisées sont nombreuses dans les villes ruinées du Colorado ou du Nebraska, pour le plus grand profit des actionnaires, et la satisfaction des économistes libéraux.

Il raconte aussi comment la volonté première de Trump de "tuer ce type" (Assad) à la suite d'utilisation d'armes chimiques en Syrie s'est

limitée à un bombardement de 19 missiles contre des installations gouvernementales, en évitant les risques de conflits directs avec Russie et Chine.

Cela après d'âpres débats avec l'entourage présidentiel, garant du respect du rapport de forces mondial. Mais avec une réaction assez médiatisée pour montrer à son électorat belliciste que Trump *"ne reste pas inactif devant les crimes du dictateur syrien contrairement au lâche Obama"*. Car tous ces "experts" de l'appareil politico-militaro-économique de l'Impérialisme US, tout en se disputant âprement le partage des pouvoirs, sont d'accord sur l'essentiel : l'ennemi à abattre est l'état national syrien, jugé coupable de toutes les horreurs d'un conflit qui a déjà fait 400 000 morts, alors que les divers opposants intégristes sponsorisés par l'Occident sont exempts de tout reproche.

La plus spectaculaire des contorsions de l'administration Trump a eu lieu vis à vis de la Corée du Nord, présentée par Trump durant sa campagne électorale comme l'incarnation du mal, dirigée par un fou. Les États Unis retrouvant leur mission de champion de la liberté et de Dieu devraient la détruire. Il est vrai que cet objectif, apte à séduire les intégristes évangélistes, (et reprise trop souvent par les médias français), pouvait paraître facile à atteindre : la première puissance militaire du globe était réellement capable de pulvériser la Corée du Nord, ce nain bouc émissaire.

Trump continua d'éruer après son élection, au point de faire craindre à tous les acteurs régionaux, Corée du Sud, Chine, Japon, une attaque probable, aux conséquences dramatiques. Les dirigeants de Pyongyang, depuis toujours très attachés

à leur indépendance nationale, craignaient, eux, un conflit en forme d'hécatombe. Le seul moyen pour eux d'éviter ce risque mortel était de devenir à tout prix une puissance nucléaire, comme le sont déjà bien d'autres alliés de Washington en Asie, Israël, le Pakistan, sans parler des bases US équipées d'armes atomiques au Japon et dans le Pacifique.

C'est indéniablement les succès nord-coréens en la matière et aussi le développement sans précédent du mouvement populaire pacifiste et démocratique en Corée du Sud qui bouleversèrent les rapports de force, et contraignirent l'impérialisme états-unien et Trump à rencontrer ce David de Pyongyang dont il avait prédit la destruction. Un "printemps Coréen" dont le monde ne peut que se féliciter, mais qui ne change rien à la menace guerrière exercée par les USA en Asie, pour l'instant

contrainte au recul par pragmatisme. Cela démontre en tout cas que Trump, tout furieux qu'il soit, est loin de la caricature qu'en font les télévisions de notre pays. À l'inverse de ce que disent les médias français, c'est même l'obstination butée du Président Macron face à la colère sociale en 2017 qui contraste avec l'intelligente capacité de revirement réaliste du Président des États Unis actuel.

Ceci étant, ne nous y trompons pas : contrairement aux contre-vérités déversées quotidiennement par nos "experts" hexagonaux sur les États Unis, la virulence belliciste n'y oppose pas les Républicains et Trump aux Démocrates. Ces deux partis ne sont que des machines électorales en concurrence pour les pouvoirs et leurs prébendes. Il existe même des politiciens "de gauche", au sein du parti démocrate (Sanders), et du parti républicain. Mais leurs

dirigeants (députés, gouverneurs, etc.) partagent tous les objectifs de l'impérialisme occidental.



L'administration Obama avait renforcé l'encerclement militaire de la Corée du Nord, et Hillary Clinton, qui fut battue par Trump, était à l'égard de Pyongyang tout aussi agressive, quoiqu'en termes plus policés. Son élection à la place de Trump à la Maison Blanche n'eut rien changé de fondamental à la réalité de l'Impérialisme états-unien, elle aurait tout au plus infléchi sa communication. Il a été le plus puissant du globe durant le XX^{ème} siècle, même s'il devait faire face au "camp Socialiste" regroupé autour de l'URSS. L'implosion de ce dernier vers 1990, le laissait

seul vainqueur sur les décombres des mouvements révolutionnaires et progressistes. Mais le paradoxe est que, loin de lui assurer une hégémonie durable, le XXI^{ème} siècle voit sa position de gendarme du monde de plus en plus contestée.

Contestée, mais bien réelle encore : les USA, grâce à un budget militaire qui est la moitié des dépenses mondiales en la matière, sont toujours présents sur tous les continents par des milliers d'hommes en armes, par des centaines de bases militaires encerclant les concurrents russe et chinois en Asie, Europe et Afrique, par des milliers de navires et d'avions porteurs de l'armement nucléaire le plus fort au large de tous les pays, et par un système d'alliances militaires et économiques pérennisant sa suprématie.



Fin février 2019, Trump nous a donné un nouvel exemple de son pragmatisme, de sa capacité quand les circonstances l'y contraignent à affirmer le contraire de ce qu'il disait quelques semaines auparavant en rencontrant au Vietnam Kim Jong Un devenu fréquentable.

Tant mieux pour la paix en Asie ! Mais pas d'illusions à avoir : l'Impérialisme états-unien reste irrémédiablement néfaste. En même temps Trump et son second Pompeo menacent le Venezuela rebelle d'invasion militaire, après avoir asphyxié son économie...

Les concurrents de l'impérialisme états-unien.

La contestation de ce qui fut "l'ordre mondial états-unien" est d'abord le fait de concurrents de plus en plus puissants : on dit souvent ce nouvel état du monde "multilatéral", autre façon de nommer ce que les marxistes autrefois qualifiaient de "contradictions inter-impérialistes". Luttés pour les marchés, pour l'exploitation des ressources minérales et énergétiques, pour le contrôle de zones d'influence diplomatiques, économiques et militaires, générant conflits et guerres en Afrique, au Moyen Orient, faisant surgir crises et xénophobies d'Europe orientale à l'extrême Orient.

Au premier rang de ces concurrents de "l'Empire Américain", la Chine et son milliard et demi d'habitants, sortie de sa léthargie coloniale grâce à la Révolution maoïste de 1947 et ses suites.

Sous la direction des Communistes chinois, nourris à la fois d'héritages marxistes pragmatiques et d'un patriotisme intransigeant, voire de nationalisme, ils ont réussi à faire de ce pays une puissance industrielle et financière conquérante, installée d'ores et déjà en mentor économique notamment en Afrique (Tanzanie, Éthiopie, etc.), à la grande fureur impuissante des Impérialismes occidentaux qui voient s'effondrer leurs chasses gardées d'autrefois.

Sur fond de guerre commerciale directe, et de conflits armés indirects suscités du Congo au Golfe Arabique, l'avenir voit grandir la primauté chinoise et s'effriter chaque année un peu plus la domination des USA sur le reste du Monde. Et la meute des concurrents de l'Empire Washingtonien s'élargit de pays qui sont parfois définis malgré leurs différences, sous le vocable

commun (et réducteur) de BRICS.



Le Brésil, géant potentiel qui tente de guérir ses crises par l'extrême droite, la Russie, grande puissance capitaliste rêvant du prestige défunt de l'URSS, Chine et Inde puissantes de leurs milliards d'hommes et dont les ambitions s'opposent. Ces puissances qu'on dit " émergentes " n'ont guère en commun que leur insertion résolue dans la mondialisation capitaliste, leur aptitude parfois à étendre autour d'elles leurs clientèles, à résister avec quelques succès à la diplomatie invasive de Trump et ses supplétifs : ce fut le cas pour la Russie de Poutine, en Ukraine, et en Syrie.

Ne nous y trompons pas, le monde n'est pas devenu avec elles une assemblée de « bisounours » bienveillants, opposés aux méchants Impérialistes occidentaux. Le pugilat qui les oppose relève généralement de "contradictions inter-impérialistes", de disputes fort égoïstes quant aux matières premières des "pays du Sud" et à la présence militaire en Europe de l'Est et au Moyen Orient (même s'il arrive parfois que cela corresponde à l'intérêt d'un peuple : ce fut le cas quand la Russie permit au peuple de Syrie de vaincre la subversion djihadiste soutenue par l'Occident).



La Chine élargit son influence en Afrique, d'Éthiopie en

Tanzanie, de RDC-Kinshasa à Mayotte et Djibouti, elle investit dans un projet de liaison vers l'Europe et le Moyen Orient (routes de la Soie) qui concerne 68 pays et 65/100 de la population mondiale. Elle le fait même au cœur du " pré-carré" des USA en Amérique, au Venezuela par exemple, provoquant ainsi la fureur des affairistes et gouvernants occidentaux, au point que certains chefs militaires aux USA rêvent ouvertement d'une guerre "chaude" avec la Chine au cours de la prochaine décennie.

La Chine n'est pas exempte, elle non plus, de reproches en la matière. Les négociateurs chinois, qu'ils soient d'État ou privés, sont tout aussi attachés à leurs intérêts que ceux venus d'Occident. Et même si la diplomatie de Beijing est moins invasive que celle de tradition coloniale, l'achat de terres de culture au détriment des communautés paysannes à Madagascar par

exemple rappelle fort les méthodes coloniales d'antan. Tout dépend en fait de la capacité des dirigeants locaux à négocier sur des bases de souveraineté nationale, nous y reviendrons plus bas.

Au reste, cette cohorte de puissances moyennes qui résistent vigoureusement à "l'Empire Américain" est fluctuante, au gré de l'actualité : on y compte en premier au Moyen Orient l'Iran, bête noire de Trump, parce qu'il est dans cette région la seule puissance moyenne attachée à son indépendance, capable de jouer un rôle de leader de mouvements anti-occidentaux, Hezbollah libanais, activistes palestiniens, Houthis du Yémen, etc. C'est le cas aussi en Asie de la Corée du Sud, dont le peuple a imposé à son gouvernement et à Trump de calmer leurs ardeurs guerrières contre Pyong Yang.

Par contre, d'autres "BRICS" lorgnent plutôt ces derniers temps vers le parrainage états-unien, comme l'Inde, ou le Brésil, tombé entre les mains du militaire démagogue Bolsonaro. Rien de plus mouvant que cette jungle géopolitique.... Certains États qui semblaient à la fin du Vingtième siècle promis à un bel avenir, avec un potentiel industriel autonome évident, comme l'Irak ou la Libye, ne sont plus que pays ravagés par des années de guerre voulue par les USA et leurs alliés, dépourvus d'un état national détruit, et livrés aux factions armées, et d'autres qui s'honorent comme le Vietnam d'un passé glorieux de lutte contre l'Impérialisme US sont courtisés par Trump dans sa vindicte anti-chinoise.

La destruction était aussi le sort voulu par l'Occident pour la Syrie. Elle y a échappé grâce à l'opiniâtre résistance de son peuple et à l'aide russe, mais au prix de millions de morts et d'émigrés. Toutefois, le retrait des troupes US de Syrie annoncé par Trump est la reconnaissance d'un premier échec, de taille, de la stratégie de remodelage du Moyen Orient et du Maghreb au profit de l'Impérialisme Occidental, entamée par le père Bush en Irak en 2003, et poursuivie par son fidèle imitateur Sarkozy en Libye en 2011, avec pour résultat l'embrasement djihadiste au Sahel jusqu'à nos jours...

Les alliés de l'impérialisme états-unien

Car le déclin irréversible de l'Empire états-unien serait bien plus rapide encore si les USA n'étaient accompagnés

de la cohorte occidentale de puissances secondaires, Royaume Uni, France, Belgique, Pays Bas, Italie, puissances coloniales européennes dépouillées de leur Empire et de leur

primauté financière par le Second Conflit mondial. Un carcan militaire impérialiste a été construit après 1945 par les États Unis pour combattre l'Union Soviétique et " l'expansion du communisme " sous le nom d'Alliance atlantique et d'OTAN. Dès leur naissance, les dirigeants politiques de la bourgeoisie française, Centristes MRP, Droite classique, Sociaux-démocrates (SFIO, PS Mitterandien) ont parrainé cette sujétion militaire au grand frère états-unien.

Et contrairement à la légende complaisante, le Général De Gaulle, durant son passage au pouvoir de 1958 à 1959, n'a pas sorti la France de l'alliance occidentale anti-sovietique. Par contre, désireux de contrer les ambitions états-uniennes en Afrique, et de redonner au gouvernement français plus de latitude décisionnelle, il a chassé les bases US du territoire français, et dénoncé l'intégration au

commandement intégré de l'OTAN. Décision que les gouvernements français, après lui, de Droite et de Gauche, ont annulée, en refaisant de la France, avec son potentiel nucléaire et son expérience africaine, un des acteurs essentiels de l'Impérialisme occidental dirigé par Washington.



C'est ainsi que l'armée française, dans le cadre de l'OTAN et sur ordre de Sarkozy, détruisit en 2011 l'État national de Libye, dans le cadre du plan stratégique de l'Impérialisme états-unien de destruction des structures étatiques rétives à la férule occidentale. Cette stratégie de "remodelage" occidental du Moyen Orient et du Nord de l'Afrique en utilisant les oppositions armées, islamistes ou régionalistes,

déjà mise en œuvre avec succès par Bush père et fils en 2003 et 2017 contre l'Irak, s'est poursuivie à partir de 2011 contre l'État national de Syrie, sans parvenir à ses fins malgré une décennie de guerre, des millions de morts et de réfugiés.

À chaque fois, cette stratégie pensée à Washington se met en place avec la collaboration de l'allié fidèle qu'est la France, de Sarkozy en Hollande et maintenant Macron. Un allié fidèle, et d'autant plus utile qu'il a la capacité militaire (et la volonté) de jouer les maîtres d'œuvre de l'Occident impérialiste du Maghreb au Sahel, au Mali, Tchad, Burkina, Centrafrique, etc. Car si les opérations prétextant la lutte contre les djihadistes sont dirigées par des soldats français, elles visent à assurer des objectifs communs aux puissances occidentales (défense de régimes "soumis" comme au Tchad, lutte partout contre les intrusions

chinoises, etc.). Le rôle de la France dans l'OTAN, s'il ne justifie pas les prétentions médiatiques de Macron à un leadership dont il n'a nullement les moyens, est tout de même essentiel dans le dispositif impérialiste à direction états-unienne. Ce serait un coup dur pour lui si le peuple français parvenait à imposer à sa bourgeoisie la sortie de l'OTAN, et une grande victoire de la paix.

L'Impérialisme occidental s'exprime aussi par l'Union Européenne, coalition supranationale de 28 gouvernements qui impose à 28 peuples du continent les règles du Capitalisme sans entraves douanières, organisant les transferts de capitaux, de main d'œuvre pour accroître les profits des investisseurs, au sein de l'Union, mais aussi en direction de l'Afrique ou du Moyen Orient. Malgré les affirmations récurrentes de nos dirigeants "de gauche", l'UE n'est pas un contrepoids

aux exigences états-uniennes, mais leur supplétif, en Afrique notamment.

Par ailleurs, l'Impérialisme français a une autre spécificité : notre pays est un très grand producteur d'armes (alors que ses productions industrielles globale déclinent), et le troisième vendeur au monde, derrière les USA et la Russie, qui sont tout de même des États considérablement plus peuplés. Entre 2014 et 2018, les ventes d'armes françaises ont augmenté de 43%. Ce rôle essentiel de fournisseur de matériel sophistiqué de guerre se fait dans le cadre des objectifs de l'Impérialisme occidental, par exemple vers l'Arabie Saoudite, en guerre invasive au Yémen, vers l'Égypte son alliée, vers l'Inde du nationaliste pro-US Modi, etc.

Ceci étant, la France n'est pas le seul allié fidèle de l'Impérialisme états-unien, qu'ils soient dans l'OTAN ou à ses côtés. Les plus efficaces

sont au Moyen Orient : l'État colonial d'Israël, dont la puissance militaire (y compris nucléaire) et économique rayonne jusqu'en Afrique orientale, en liaison avec la CIA. Et ce rôle de "gendarme occidental" au Moyen Orient est aussi le fait des monarchies pétrolières du Golfe, à commencer par l'Arabie Saoudite, qui écrase de bombes le peuple du Yémen, coupable de lorgner vers l'Iran chiite, dont Washington a juré la perte.

Et la cohorte des États anticomunistes d'Europe orientale (Pologne, Pays Baltes, Hongrie, Ukraine) joue sous la direction des "faucons" du Pentagone les roquets hargneux contre la Russie concurrente. Cette meute impérialiste alignée sur Washington ne manque pas de contradictions internes, susceptibles de faire surgir quelques basculements régionaux, ainsi le rapprochement incongru de la Turquie (toujours membre de

l'OTAN) et de la Russie de Poutine au Moyen Orient : fugaces marchandages entre Impérialistes, qui ne font guère avancer la cause de la paix et de l'indépendance des Nations.



On peut retrouver en Asie la même complexité des relations entre les USA, maître du jeu en perte de maîtrise, et ses alliés dans le grand Monopoly anti chinois. Le Japon, l'Inde, le Pakistan, sont les piliers de ces alliances qui entourent le continent concurrent de tout un réseau de bases, de navires, de troupes, et d'armes nucléaires. Cela n'interdit pas les contradictions inter-

impérialistes, dont le début de conflit armé de février 2019 entre l'Inde et le Pakistan est un bel exemple. Une guerre avortée d'autant plus dangereuse qu'elle oppose deux armées dotées de missiles nucléaires.

Et la situation politique de bien des pays de la région est mouvante, générant un paysage géopolitique en mutation. Les Philippines, menaçant parfois de quitter l'orbite états-unienne, la Corée du Sud, poussée par les luttes populaires de sa population, jusqu'à rêver de paix et de réunification. Ce qui a contraint Trump à se découvrir " l'ami de Kim Jong un " après l'avoir voué aux flammes atomiques. Une géopolitique d'autant plus insaisissable que des États comme le Vietnam Socialiste n'hésitent pas à entamer un flirt avec l'Ennemi séculaire Yankee pour contrer un voisin chinois jugé envahissant...

Tout impérialisme est dangereux

Ne nous trompons pas d'alliés potentiels dans notre lutte pour la Paix et l'égalité entre les Nations. Il n'existe pas UN Impérialisme, mais DES Impérialismes aussi néfastes les uns que les autres. Même si leurs appétits les opposent parfois jusqu'à la guerre, ils n'en deviennent pas pour autant des vecteurs d'amitié entre les peuples et de progrès social. Ne retombons pas dans le piège idéologique tendu en 1939 par les Nazis, qui prétendaient défendre les " Nations prolétaires contre l'Impérialisme juif et anglo-saxon". La Russie capitaliste de Poutine a joué un rôle positif au Moyen Orient en s'opposant à la tentative occidentale de détruire l'État national de Syrie, où en s'opposant à l'Ukraine nationaliste et pro-occidentale. Elle reste néanmoins tributaire de sa nature de puissance impérialiste.

Les intérêts des Impérialismes divergent, mais la plupart d'entre eux sont dans l'orbite de celui des États Unis, et c'est le cas de celui de notre pays, incarné par tous les gouvernants français successifs (de "gauche" ou de "droite") depuis un siècle. La France est aujourd'hui le cheval-léger de l'Impérialisme Occidental dans le cadre de l'OTAN, et de l'Alliance Atlantique, mais aussi de leur version non-militaire, l'Union Européenne.



Car l'UE supranationale soutient économiquement l'Impérialisme occidental en Afrique sahélienne et maghrébine, grâce aux traités de libre-échange, et en

Europe de l'Est, dont elle organise l'importation de main d'œuvre à bas coût. Grâce aux Traités de l'UE, le Capitalisme allemand a largement assuré son emprise

sur l'économie de pays comme la Pologne, la Tchéquie, ou la Bulgarie, réalisant ainsi sans un coup de feu le rêve avorté du Grand Reich hitlérien.

Les ennemis véritables de l'Impérialisme

En fait, tout Impérialisme, et notamment celui "occidental", n'a que deux ennemis essentiels, parce qu'ils s'opposent à ses objectifs de domination et d'exploitation des ressources des peuples :

En premier les mouvements révolutionnaires sous toutes leurs formes, et en second, les volontés d'indépendance nationale qui leur sont souvent liées.

L'impérialisme contre l'aspiration révolutionnaire

Dès la fin de la Première Guerre Mondiale, les Impérialismes qui s'étaient affrontés en Europe ont su se rassembler pour tenter de détruire l'hydre révolutionnaire qui menaçait leur existence même. Dans les immenses territoires de l'ex Empire russe, du Caucase à la mer baltique, de la Pologne à la Sibérie, des troupes

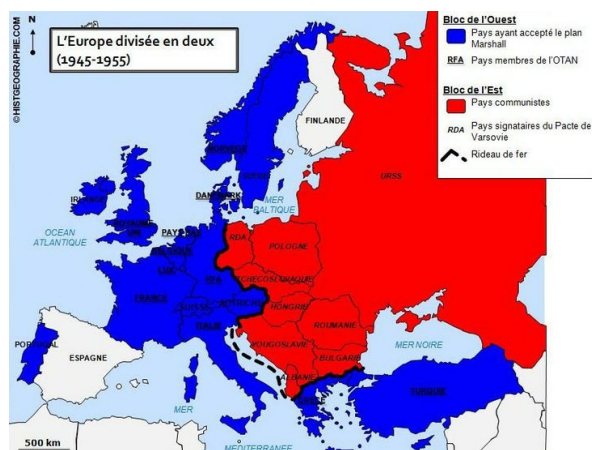
relevant de 12 États différents : françaises, tchèques, britanniques, états-uniennes, japonaises, etc. ont soutenu militairement les "Blancs" contre la jeune Union Soviétique née en 1917. Cette intervention anti soviétique fut le véritable acte de naissance de l'Impérialisme au XX^{ème} siècle après la défaite allemande.

Et ce fut un échec, puisqu'à l'issue de trois ans de

combats, l'URSS survécut et les États occidentaux durent la reconnaître, en élevant autour d'elle un "cordon sanitaire" d'alliances militaro-politiques contre la "contagion communiste". Cette coalition d'intérêts impérialistes contre l'URSS permit à l'Impérialisme allemand de renaître à partir de 1933 sous le drapeau du Nazisme sans réaction notable des Puissances occidentales, qui espérèrent jusqu'en 1938 le détourner vers l'est uniquement. Deuxième échec de cette stratégie impérialiste, l'attaque allemande en Pologne en 1939, qui contraignit les "Occidentaux" à entamer la Deuxième Guerre Mondiale, et à se retrouver sans l'avoir désiré à partir de 1941 dans le camp Allié antinazi avec l'URSS.

Après la défaite allemande de 1945, l'impérialisme occidental dirigé par les États-Unis reprit très vite ses activités antisoviétiques et

anticommunistes. Des aout 1945, avant même la fin de la guerre, les USA utilisèrent l'arme nucléaire à Hiroshima et Nagasaki (70 000 victimes), alors que le Japon était déjà vaincu militairement, pour éviter qu'il ne soit envahi par l'armée soviétique depuis la Sibérie, comme l'avait été l'Allemagne en Europe.



Durant les 45 années suivantes, qu'on nomma de "Guerre froide", les Impérialismes occidentaux, sous la houlette des USA, encerclèrent l'URSS et ses alliés (Pacte de Varsovie en Europe de l'est, Chine Communiste) d'un réseau d'alliances militaires anti-communistes (OTAN en Europe, OTASE en Asie), de

bases et flottes équipées d'armes nucléaires, de systèmes d'espionnage et de subversion (CIA, Radio Free Europe). Mais, à plusieurs reprises, cette Guerre Froide devint un conflit armé contre la "progression du Communisme" : contre la Révolution chinoise jusqu'en 1949, contre la Corée du Nord Socialiste (1950-53), contre le Vietnam socialiste (1956-1975), sans réussir à les détruire.

Après ces échecs successifs, l'Impérialisme États-unien dut faire face à la contagion communiste jusque dans ce qu'il considérait comme son domaine réservé, l'Amérique Latine. A une heure d'avion des USA, Cuba se donna un régime Socialiste anti impérialiste en 1959. Durant le demi-siècle suivant, les Présidents États uniens successifs se sont évertués à tenter de détruire l'île Communiste, cauchemar de l'Impérialisme US, non seulement parce que les

exploitations sucrières de l'île avaient été confisquées à leurs possesseurs nord-américains et nationalisées, mais surtout parce que les succès du régime de Fidel Castro en matière de santé publique et d'éducation étaient une source de contagion révolutionnaire, dans un continent livré au sous-développement économique et à la pauvreté massive.



Depuis les débuts du régime Socialiste, Cuba a tout connu de la part de l'Impérialisme US, les attentats contre les dirigeants castristes, les tentatives d'invasion armées (Baie des Cochons en 1971), et surtout le Blocus économique et l'embargo international, et a résisté, d'abord grâce au soutien de

l'URSS jusqu'à sa disparition en 1990, mais surtout grâce aux sacrifices consentis par la population cubaine par patriotisme. En 2019, le régime Socialiste cubain est toujours debout, malgré le blocus états-unien persistant, à quelques dizaines de kilomètres de la Floride.

Les États Unis intervinrent militairement à de nombreuses reprises pour contrer la "contagion communiste", au Guatemala (1954), Grenade (1983), au Nicaragua (1981-85), au Honduras (2009), directement et en soutenant des mercenaires locaux. La plus spectaculaire de ces interventions impérialistes fut en 1973 l'organisation du coup d'état militaire sanglant du général Pinochet contre le Président du Chili Allende, à l'issue d'un scénario de déstabilisation économique et politique organisé par la CIA et ses complices locaux.

Un scénario que l'Impérialisme US a remis à l'œuvre en plus vaste pour détruire la vague de "gauche Bolivarienne" qui avait déferlé sur l'Amérique latine au début du XXI^{ème} siècle. Alors que les multiples guérillas d'inspiration marxistes ou guevaristes (Tupamaros d'Argentine, FARC de Colombie, etc.) n'avaient pas réussi à vaincre les gouvernements libéraux pro-Étatsuniens, c'est grâce à la combinaison de mouvements populaires et du suffrage universel que Chavez devint en 1999 Président du Venezuela, jusqu'à sa mort en 2013. Son régime Bolivarien, qui se voulait "Socialisme du XXI^{ème} siècle", d'inspiration à la fois marxiste et patriotique, sut utiliser les revenus du pétrole exporté (un des plus importants gisements au monde) pour éradiquer en partie la pauvreté dans le pays.

Mais tout l'édifice reposait sur le prix élevé du brut sur le

marché mondial. Il a suffi aux États Unis et à leurs alliés-vassaux d'Arabie Saoudite, maîtres de ce marché mondialisé, d'organiser délibérément la chute des cours du pétrole et des matières premières, pour provoquer dans des pays producteurs comme la Bolivie, Le Brésil et le Venezuela un véritable séisme économique, l'inflation, les pénuries de produits importés et le marché noir.

C'est la raison essentielle du retour en force de courants conservateurs pro-Étatsuniens depuis quelques temps, dans toute l'Amérique latine, d'Argentine au Brésil, de l'Équateur à la Bolivie. Et le bras de fer engagé au Venezuela entre la Droite libérale pro-impérialiste (Guaido) et le Président "Bolivarien" Maduro n'est pas terminé. Il est aggravé au contraire par les sabotages qui créent délibérément les difficultés quotidiennes (coupures de courant,

pénuries diverses, relatées avec complaisance par les médias français). Elles sont malheureusement bien réelles, mais organisées par les opposants pro-étatsuniens...



La tentative de coup d'état militaire initiée par Guaido le 30 avril 2019 a échoué piteusement faute d'avoir entraîné la masse de l'armée, mais surtout parce que les émeutiers de Droite et Extrême –Droite ont été submergés par la foule de manifestants Chavistes. Même si les télévisions françaises ont occulté cette résistance populaire, c'est elle qui a jusqu'à présent empêché l'invasion annoncée par Trump et son molosse impérialiste hargneux Pompeo.

Mais ne nous y trompons pas, les objectifs de l'impérialisme US, de ses adjoints colombiens et brésiliens sont toujours de détruire l'expérience bolivarienne du Venezuela et son « modèle » cubain. Cela avec le soutien hypocrite de leurs alliés d'Europe, drapés dans leurs discours mensongers sur la « démocratie », de Macron à Merkel, du socialiste espagnol Sanchez au fasciste italien Salvini. Leur attitude vis-à-vis du Venezuela, leur soutien

commun au Putschiste Guaido, révèle ce que valent leurs prétendues divergences : ils sont tous, comme l'Union Européenne, les champions de l'impérialisme contre les mouvements révolutionnaires.

Les menaces d'intervention militaire suscitée par les USA grâce à des mercenaires étrangers sont toujours présentes !

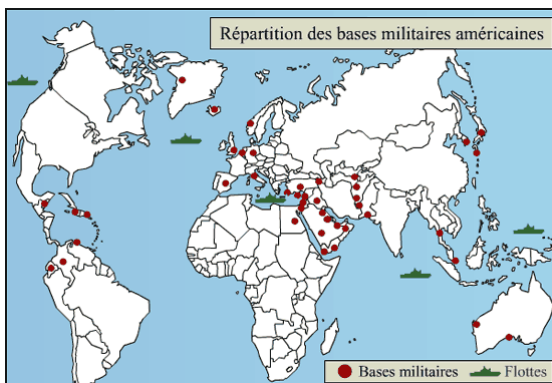
L'impérialisme contre les États ?

On dit parfois que l'Impérialisme contemporain, adepte fanatique de l'idéologie "ultra-libérale" selon laquelle les "lois" du marché capitaliste règlent tout, est opposé au rôle de l'État. C'est inexact. Car si les dirigeants imprégnés de cette religion libérale répugnent à

un État de services publics, et cherchent à privatiser totalement l'économie au profit des possesseurs de capital, ils ont toujours utilisé l'État et le financement public pour réaliser leurs objectifs de domination et de pillage d'autres pays.

Les conquêtes coloniales du siècle dernier, les interventions militaires, économiques et

diplomatiques de l'Impérialisme contemporain ont toujours besoin d'un État-Moloch prêt à déployer d'énormes moyens. Peut-on imaginer l'Impérialisme états-unien sans son armée, ses bases, sa flotte, ses armes nucléaires, ses diplomates et ses espions, donc son énorme budget d'État (même s'il utilise aussi des mercenaires privés) ?



Par contre, il est exact que la stratégie de tout Impérialisme implique d'affaiblir au maximum l'État du pays dont il veut exploiter les ressources, minérales, agricoles ou humaines : ce fut il y a cent ans la logique coloniale, qui faisait du peuple conquis un agglomérat humain sans identité politique

au seul service et bon vouloir de la "Métropole". Quand les Empires ont volé en éclats, il s'est agi par la complaisance et la corruption des dirigeants "indépendants" de continuer à assurer le pillage de ses ressources, quitte quand il le faut à donner un coup de pouce militaire à un "ami" en difficulté. En 2019 encore, l'armée française a dispersé une nouvelle fois les opposants armés du tyran tchadien Deby, pour la plus grande satisfaction des sociétés pétrolières occidentales installées dans ce pays, et d'Areva qui tire l'uranium nécessaire aux centrales françaises du Niger voisin.



Cette stratégie qu'on peut qualifier de "déstabilisation impérialiste" a engendré un

vaste plan impérialiste de "remodelage" du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord. Les idéologues du Pentagone, de la Maison Blanche, et leurs fidèles alliés, ont organisé systématiquement la destruction de tous les États nationaux suffisamment solides pour résister aux volontés de l'Impérialisme occidental. Cela en aidant financièrement et militairement les subversions, qu'elles soient d'inspiration séparatistes, intégristes-djihadistes, ou simplement pro-occidentales et libérales. Peu importaient aux alliés les conséquences, l'essentiel étant pour les stratèges "occidentaux" d'éradiquer tout État-nation rétif aux dogmes du "Marché mondial".

Ne nous y trompons pas : quels que soient ceux qui les incarnent, militants altruistes comme le Burkinabé Sankara, despotes confirmés comme l'Irakien Saddam Hussein ou le

libyen Khadafi, ils sont pour les hommes du Capital, ceux du CAC40 à Paris ou les actionnaires de Wall Street des empêcheurs de profiter en toute liberté qu'il faut éliminer pour cela. Les grands discours sur leur perversité réelle ou supposée ne sont que prétextes pour les naïfs.

Les attaques impérialistes de ce genre sont anciennes, elles avaient abouti des 1953 à la chute de Mossadegh qui voulait enlever aux sociétés britanniques la propriété du pétrole iranien ; et les Impérialismes de Londres et Paris s'étaient coalisés pour attaquer l'Égypte de Nasser en 1956, coupable d'avoir nationalisé le canal de Suez. Mais ils durent alors reculer très vite, devant la réaction de l'URSS, encore puissante, et le mutisme renfrogné de Washington, concurrent de Londres et de Paris dont Il n'avait pas encore fait ses vassaux.

Après 1990, le rapport de forces a basculé. Le "camp Socialiste" n'existe plus, et les stratégies des Présidents Bush père et fils se sentent capables de refaire un Moyen Orient suintant de pétrole à leur convenance.

En 2003 puis 2011, l'Irak est occupé par l'armée des États Unis et ses alliés.

En 2011, c'est le fidèle pro-étatsunien Sarkozy qui détruit l'état national de Libye, au nom de l'OTAN, et avec quelque aide des potentats pétroliers du Golfe. Dans ces deux cas, c'est le début d'une période d'anarchie guerrière, de conflits meurtriers entre factions armées diverses, se disputant les zones d'influence et les soutiens extérieurs : un espace de non-droit qui, par porosité, s'étend jusqu'à aujourd'hui aux États de l'Afrique sahélienne, Mali, Centrafrique, Tchad, Niger, etc... La présence djihadiste et l'affaiblissement de l'État

justifient la présence militaire occidentale, nécessaire pour pérenniser l'exploitation des ressources locales (pétrole au Tchad, uranium au Niger, etc.).

Depuis 2011 aussi, la guerre sévit en Syrie, où des groupes armés, surtout d'obédience islamiste, aidés et parfois suscités par les Occidentaux et les monarchies arabes pétrolières, ont tenté de détruire l'État national dirigé par Bachar El Assad. C'est le premier échec flagrant du plan de remodelage du Moyen Orient, grâce à la résistance nationale des Syriens, mais aussi à l'aide russe, qui pour être intéressée, n'en est pas moins précieuse : le nier serait aussi absurde que nier celle des États Unis dans la Libération de la France en 1944, qui, elle aussi, n'était pas sans arrière-pensées impérialistes.



C'est avec le même regard lucide qu'il faut juger du rôle grandissant de la Chine en Afrique, ou dans les autres pays " du Sud ".

Pillés et dominés des siècles durant par l'esclavage et la traite, par la colonisation, ces pays en ont hérité une économie "sous-développée", essentiellement tournée vers l'exportation des ressources minérales et agricoles vers les "métropoles". Et faute d'industries de transformation, ils doivent importer leur outillage, leurs vêtements et même leur nourriture, au prix fixé par le "Marché mondial" qu'ils ne contrôlent pas. Il est donc normal qu'ils aspirent à créer chez eux les industries de base, textiles, métallurgiques, alimentaires, comme ont pu

le faire depuis des siècles les puissances occidentales. Mais ils ne possèdent pas chez eux les capitaux nécessaires, et sont donc **obligés** de les quémander auprès des pays "développés" qui en disposent, en leur offrant la possibilité d'exploiter les ressources de leur sous-sol ou de leur sol.

Ce fut durant le siècle dernier un marché de dupes, entre "pays du Sud" dominés, endettés, par un Occident impérialiste, qui en profitait pour leur imposer sa volonté et des despotes corrompus. La Chine est devenue aujourd'hui capable de fournir à un pays africain, asiatique ou sud-américain les capitaux nécessaires à la construction d'infrastructures routières et ferroviaires, de barrages hydro-électriques, d'usines, en échange de minerais ou pétrole locaux. Et cela sans les ingérences politiques imposées depuis des siècles par les puissances coloniales occidentales. Au grand dam

de ces prédateurs historiques, la Chine et ses sociétés d'État et privées propose ses services partout, de l'Afrique orientale au Maghreb, du Moyen Orient à l'Amérique centrale, souvent sous forme de prêts à long terme, ou d'accords de troc.



La Chine exploite depuis des années en RDC des matières premières dont son industrie a besoin, et y construit en échange routes, voies ferrées, et usines diverses. Elle est très implantée en Tanzanie : un investissement de 10 milliards de dollars doit y créer ce qui devrait devenir le plus grand port est-africain. Vingt kilomètres de quais prévus, 20 millions de containers par an, soit plus qu'à Rotterdam aujourd'hui ! En Algérie, ce

sont des immeubles d'habitation, ou à usage culturel que la Chine a offert en échange de pétrole. En Éthiopie, les usines de vêtements ont fleuri grâce aux capitaux chinois, permettant à ce pays de connaître une croissance à deux chiffres.

Et la Chine a même financé la modernisation de la voie ferrée vers Djibouti qui en est le poumon à la grande fureur des anciens maîtres coloniaux français. Tous les pays africains sont sollicités, et les offres chinoises sont alléchantes, d'autant qu'elles ne s'accompagnent d'aucune condition politique, contrairement aux concurrents occidentaux. Cela ne signifie pas que cette "aide" chinoise soit altruiste, ses résultats peuvent être néfastes ou positifs suivant que les autorités locales sont capables ou non de négocier, avec la volonté d'un développement autonome au profit de leur Nation toute

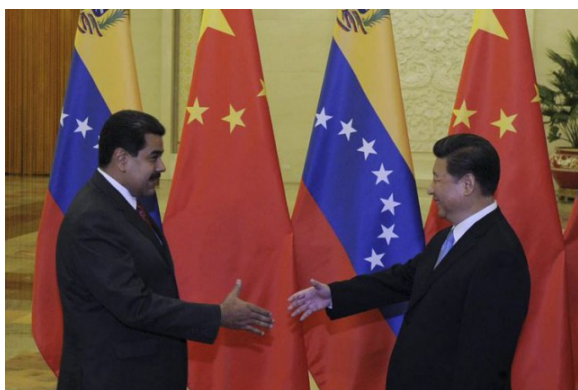
entière, et soient capables de résister à la corruption.

Malheureusement, les forces politiques progressistes et patriotiques sont aujourd'hui très affaiblies en Afrique, au profit "d'élites" privilégiées converties au libéralisme. C'est ainsi que les usines éthiopiennes produisent essentiellement pour le marché asiatique, en profitant des très bas salaires locaux ; la croissance économique n'a profité qu'à une minorité, les inégalités sociales augmentant encore. En Tanzanie, 80 % de la population vit encore sous le seuil légal de pauvreté, et la prospérité générale est un objectif bien lointain. Sans même parler de Madagascar ou la vénalité des gouvernants libéraux s'accommode de vendre à la Chine des terres arables spoliées aux communautés paysannes, dans un contexte de misère rurale.

Malgré cela, il est normal que les peuples d'Afrique et leurs gouvernements se tournent vers " la voie chinoise ", provoquant la riposte parfois armée (et hypocritement déguisée en lutte contre le djihadisme) de l'Impérialisme occidental et les promenades diplomatiques antichinoises du Président Macron, de Djibouti à Nairobi.

La Chine est présente ailleurs qu'en Afrique, et l'exemple du Venezuela est probant en Amérique latine. Ce pays riche de ses réserves pétrolières est en butte aux menées des États Unis et leurs alliés, parce qu'il a eu l'outrecuidance de prendre avec Chavez une voie révolutionnaire et patriotique. Et il a une grande faiblesse, qui facilite les menées de l'Impérialisme : son économie est essentiellement basée sur l'exportation du pétrole brut, le pays est dépourvu des industries de transformation nécessaires aux besoins quotidiens autant que ceux du Sahel africain. Les Présidents

vénézuéliens successifs (Chavez, Maduro), ont à juste titre voulu développer les industries produisant le nécessaire pour la population, nourriture, vêtements, matériel médical, etc. Cet objectif ambitieux d'autosuffisance nationale justifie totalement la quête des investissements nécessaires auprès de la seule puissance capable de les fournir, malgré le blocus états-unien, la Chine.



Elle a prêté à l'État vénézuélien plus de 60 milliards de dollars, qu'il serait réducteur de confondre avec un simple soutien politique à la Révolution Bolivarienne, puisqu'il s'agit d'emprunts remboursables grâce au pétrole dont l'industrie

chinoise a besoin. Mais la dégringolade des cours du brut, commandée à distance par USA et Saoudiens, menace cet État de ne pouvoir faire face au remboursement de ses dettes. Attachée à ses intérêts plus qu'à la solidarité idéologique, la Chine a prudemment établi des contacts discrets avec l'opposition au Président Maduro. À toutes fins utiles...

Après avoir détruit en 20 ans les États nationaux d'Irak et de Libye, léguant à cette Région du monde les séquelles que l'on sait, et avoir échoué à détruire celui de Syrie, les Impérialismes occidentaux coalisés (USA, OTAN, France, Israël, Monarchies du Golfe Arabique), n'ont plus au Moyen Orient qu'une Nation qui s'oppose à leur hégémonie, l'Iran. Comme c'était le cas pour ceux de Khadafi, Saddam Hussein ou Bachar el Assad, on peut trouver bien des défauts au

Pouvoir des Mollahs Chiïtes de Téhéran, intégrisme religieux, sociétal et politique : ce n'est pas la raison de la haine que lui portent Trump et ses alliés.



L'Iran est, dans la région, le seul État cohérent en mesure de soutenir les multiples mouvements d'indépendance nationale, souvent au nom de la solidarité chiïte, Hamas Palestinien contre l'expansionnisme de l'État colonial d'Israël, Hezbollah Libanais contre Sionistes israéliens et djihadistes anti-syriens, Houthistes du Yémen contre l'invasion saoudienne, etc. Évidemment, la perspective de voir l'Iran acquérir une capacité nucléaire (qu'Israël possède déjà, et que Riyad pourrait

avoir prochainement !) avait poussé l'Occident coalisé à contraindre Téhéran à signer un Traité lui interdisant toute arme atomique.

Mais cela ne suffit pas à Trump : conscient de son échec en Syrie, où il doit retirer ses troupes, il a déchiré le Traité signé par son prédécesseur Obama, et concentre tous les efforts de la puissance états-unienne à tenter d'étrangler économiquement le peuple iranien par un ensemble drastique de sanctions : un embargo total des exportations pétrolières, la ressource nationale essentielle, imposé par les USA y compris aux entreprises européennes (PSA, Total, Airbus, etc), qui a provoqué la pénurie de matières premières et de technologie, une inflation galopante (le rial iranien a perdu plus de 70 pour cent de sa valeur face au dollar et à l'euro). Avec en conséquence l'appauvrissement massif des

salariés et des "classes moyennes", confrontés au marché noir, et parfois à la misère. Le même processus de déstabilisation qu'au Venezuela, avec un peu moins d'impact : l'opposition pro-étatsunienne y est moins active et résolue aux sabotages qu'à Caracas.

Dans les années qui viennent, avec Cuba et le Venezuela, les frontières russes et chinoises, l'Iran sera un des points du globe où les tensions créées par les Impérialismes peuvent se transformer en brasiers guerriers.

Nord de l'Afrique et Moyen-Orient : une zone de tempêtes impérialistes

Cette vaste région du monde bordée par la Méditerranée et la Mer Rouge, où dominent des peuples de culture et religion musulmane, est divisée en de nombreuses nations différentes, et souvent millénaires, du Maroc atlantique au Soudan nilotique, de l'Iran Perse à la Palestine grignotée par l'État sioniste d'Israël. Cette mosaïque mouvante est le résultat de cent ans de convulsions et de conflits

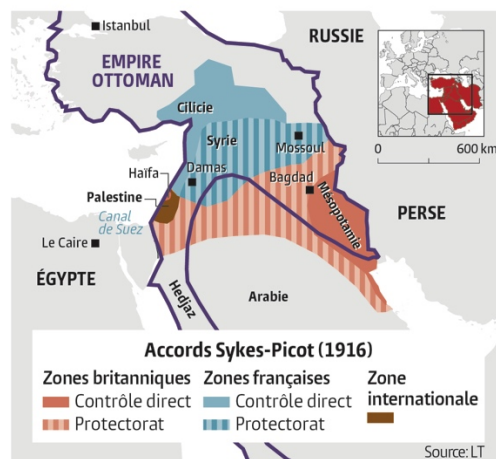
meurtriers. Contrairement à ce qu'on prétend souvent, la cause ne tient pas à la diversité ethnique, religieuse ou culturelle : elle est plus grande encore en Europe. Mais ce sont les appétits des Impérialismes rivaux qui en ont fait une "zone de tempêtes". Elle a eu la "malchance" de receler dans son sous-sol les plus grandes réserves au monde de pétrole et gaz, la plus importante source d'énergie nécessaire aux pays industrialisés (et impérialistes) au XX^{ème} siècle.

1/ La fin de la Première Guerre mondiale entraîna la

division de l'Empire Ottoman, vaincu, en petits États soumis aux Impérialismes occidentaux sortis vainqueurs du conflit. Aux termes des accords secrets Sykes-Picot, les deux grandes puissances coloniales européennes, la France et le Royaume Uni de Grande Bretagne, se sont partagé les zones d'influence au Moyen-Orient.

L'impérialisme britannique (qui contrôlait déjà l'Égypte et le Soudan), reçoit en dot les royaumes d'Irak, de Jordanie, d'Arabie et la Palestine ; la France (métropole coloniale de tout le Maghreb arabe, Maroc, Algérie, du Sahara et du Sahel, des "pays noirs" jusqu'aux rivages d'Atlantique), se fait attribuer la tutelle ("mandat ") sur la Syrie et le Liban. Ce qui leur permet entre les deux guerres mondiales de s'y procurer à bas prix les matières premières nécessaires à leur industrie et leur commerce (coton d'Égypte et pétrole irakien pour le Royaume Uni, vin algérien et coton du Mali

actuel pour la France), grâce à de grandes entreprises privées, comme Shell, ou Total (à partir de 1954).



2/ Évidemment, l'Impérialisme nord-américain, sorti grand vainqueur des deux Guerres Mondiales s'efforce de s'implanter dans la zone, pour en exploiter les richesses notamment le pétrole, en remplaçant les concurrents britanniques (en Iran, en Arabie Saoudite). L'Impérialisme États unien, par le biais de compagnies pétrolières et de la CIA, organise en Iran un coup d'état pour renverser le régime nationaliste de Mossadegh et installer le régime du Shah Pahlevi, très

obéissant à ses directives. Et surtout, à partir des années. , il fait du jeune État d'Israël, crée par des colons juifs (sionistes) au détriment des Palestiniens, son allié au Moyen-Orient, contre les velléités anti-impérialistes des peuples arabes (8 offensives entre 1948 et 2012).

3/ Parallèlement, après la défaite nazie de 1945, se sont développés dans tous les peuples de la région des mouvements anticolonialistes, anti-impérialistes, nationalistes, progressistes, communistes. Ce vaste éventail de forces dites " Tiers-mondistes " (parce qu'elles s'opposaient aux Impérialismes occidentaux sans toutefois faire partie du " Camp Socialiste " allié militairement à l'URSS) a réussi entre 1945 et 1970 à prendre le pouvoir dans la majorité des pays de la " zone des tempêtes ": en Égypte avec Nasser (1956-70), en Irak et Syrie avec les Nationalistes du Baath, en

Algérie indépendante avec les Nationalistes Ben Bella, puis Boumedienne, en Libye avec Khadafi, au Mali indépendant avec Modibo Keïta, etc.

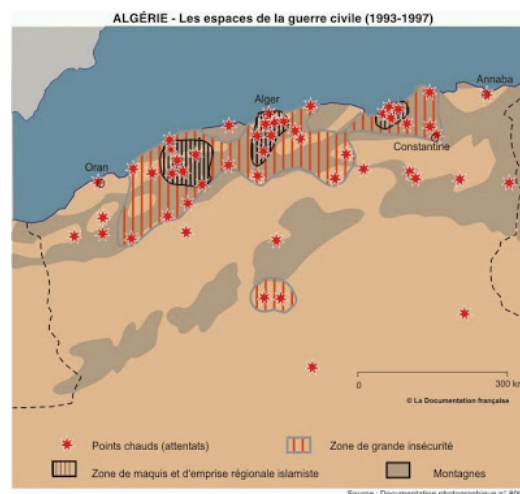


Ces dirigeants Nationalistes qui surent s'opposer en faveur de leur peuple aux intérêts impérialistes (nationalisation du Canal de Suez par Nasser en 1956) furent aussi autoritaires et anticomunistes (interdiction et persécution des Communistes et asservissement des syndicats à l'État en Égypte, Algérie, Syrie, etc.). Ce qui n'a pas manqué d'affaiblir le mouvement Tiers-mondiste lui-même.

4/ Cet affaiblissement s'est généralisé à partir des années 1990 avec la

disparition de l'URSS et ses alliés européens, et la crise des mouvements révolutionnaires et progressistes qui en a résulté partout dans le monde. Dès lors, les Nationalismes du monde "arabo-musulman", de plus en plus conservateurs et réactionnaires, se sont progressivement rapprochés de l'Impérialisme occidental, en même temps que de l'idéologie libérale, les privatisations, les reculs sociaux, etc. Ce fut le cas en Algérie avec Chadli, puis Bouteflika, en Tunisie avec Ben Ali, en Égypte avec Moubarak, au Mali avec la dictature militaire de Moussa Traoré, au Soudan avec Omar El Bechir.

En même temps, le mécontentement populaire ne pouvant s'exprimer par les organisations révolutionnaires détruites ou muselées, prenait la forme d'intégrismes religieux (Islamismes) brutaux et réactionnaires.



Ce fut surtout visible en Égypte, où ils assassinèrent le Président Sadate, et en Algérie où les insurgés islamistes tentèrent de prendre le pouvoir par la force. Durant 10 ans de guerre civile atroce, au cours desquelles ils tuèrent près de 10 000 citoyens, et d'abord des militants syndicaux et politiques laïques et progressistes, et contraignirent des milliers d'autres à l'émigration, décapitant ainsi les luttes sociales anticapitalistes pour longtemps.

5/ L'étape suivante fut à partir de la dernière décennie du XX^{ème} siècle, le grand projet d'éradication des

États-nations les plus réfractaires aux désirs de pillage de l'Occident : contre l'Irak, contre la Libye, contre le Mali, et en Syrie. Toutes ces opérations impérialistes ont combiné les interventions militaires, l'asphyxie économique, et l'aide aux subversions locales, souvent intégristes-djihadistes. Ce processus de destruction des États-nations et d'interventionnisme impérialiste a laissé la Libye et l'Irak livrés aux factions centrifuges armées, et la Syrie amputée de millions de ses citoyens.



Elle est toujours en cours au Sahel, et contre l'Iran, soumis à un blocus qu'on espère à Washington déstabilisateur, pendant que les alliés des USA

combattent les alliés de cette Nation qui a l'audace d'être indépendante (Israël contre le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien, l'Arabie Saoudite avec l'armement français contre les Houthis au Yémen).

Seule l'intervention impérialiste explique que cette région du monde soit aujourd'hui encore un foyer de guerres éparses.

6/ Mais parallèlement cette zone a été parcourue de luttes sociales et politiques majeures, que les médias ont souvent qualifiées de « révolutions arabes », terme réducteur et peu exact dans la mesure où on peut y rattacher le soulèvement populaire au Burkina Faso contre Compaore (); De plus, ces mouvements peu structurés autour d'un programme précis n'ont pas vraiment changé la donne libérale, le sous-développement économique, et ont parfois été récupérés

par les courants intégristes ou une dictature militaire (Maréchal AL Sissi en Égypte).



La raison de ces avortements tient à l'absence d'objectifs autres que le "dégagisme" au sein de ces mouvements populaires, qui se sont déployés en l'absence de partis communistes ou progressistes, détruits dans les décennies précédentes et de syndicats de classe non inféodés à l'État.

C'est encore le cas pour leurs versions 2019 en cours en Algérie et au Soudan. Ces insurrections populaires massives, nées de revendications sociales évidemment justifiées (le prix du pain à Khartoum et la

corruption à Alger), sans relais syndicaux et politiques, ont réussi à chasser les dirigeants Bouteflika et Omar El Bechir. Si elles se limitent à dénoncer "le Système" sans mettre en cause les réformes libérales et les pressions impérialistes qui ont abouti aux inégalités sociales actuelles, elles peuvent déboucher sur rien ou pire, la récupération par les intégristes ou par des oligarques libéraux. Il n'est pas anodin de voir la présence fréquente du drapeau des séparatistes berbères dans les cortèges de manifestants à Alger et surtout à Bejaia en Kabylie.



Il n'est toutefois pas exclu d'espérer une issue positive. Au Soudan, dont le pouvoir déchu s'était rapproché de

l'Occident en rompant ses relations avec l'Iran, les militants du Parti Communiste clandestin, malgré la féroce répression du régime El Bechir, sont toujours présents et actifs au sein du mouvement populaire. Personne ne peut pour l'instant prévoir la suite.

tempêtes" et des convulsions qui l'agitent, est illisible, si on oublie le rôle majeur joué par les Impérialismes contre les peuples en lutte.

Il est clair en tout cas que l'histoire de cette " zone des

Lutter contre l'Impérialisme et pour la Paix

La définition même de l'idéal communiste, au-delà des choix tactiques qui peuvent être divers, se réduit à deux "impératifs catégoriques" au sens kantien du terme ²:

1/ combattre le Capitalisme, source d'inégalités entre les hommes et d'exploitation, jusqu'à son remplacement par le Socialisme et le Communisme, un état de la société et de l'économie dans laquelle la propriété collective des moyens de production et d'échange assure l'égalité entre eux.

2/ combattre l'impérialisme qui, généralement découle du Capitalisme, et donc pour la paix et l'égalité entre les peuples et les Nations.

Ces "impératifs" égalitaires sont déjà largement perceptibles dans l'œuvre de Marx au XIX^{ème} siècle, à commencer par le "Manifeste du Parti Communiste" de 1848. Et ils l'ont été bien

² Intransigeance absolue dans l'accomplissement du devoir moral.

d'avantage lors de la Révolution Russe de 1917, née du soulèvement populaire contre la Guerre Mondiale impérialiste. C'est à son appel que sont apparus les Partis Communistes, et, parmi eux, le Parti Communiste Français en 1920. Durant trois quarts de siècle, le PCF, ancré dans les luttes du Prolétariat de France, a animé d'efficaces mobilisations populaires contre l'Impérialisme, à commencer par celui de notre pays. Il lui est certes arrivé de faire des erreurs (par exemple quand ses députés ont voté en 1957 des " pouvoirs spéciaux " au gouvernement Socialiste Guy Mollet qui en profita pour étendre la guerre coloniale), mais il a aussi été le seul à organiser les luttes populaires contre les guerres menées par la France en Indochine (1946-54), en Algérie (1954-62), et par les USA au Vietnam (1955-73). Jusque dans les années 1980, le PCF avec les organisations qu'il influençait (Mouvement de la Paix) était capable de faire sortir dans la rue des centaines de milliers de manifestants contre l'installation de fusées nucléaires US en Europe.

Mais à partir du moment où le PCF devint essentiellement un appareil électoraliste, prêt à toutes les concessions opportunistes pour plaire à ses partenaires "de Gauche", son déclin s'accéléra et les luttes anti-impérialistes se réduisirent peu à peu. Le PCF se rallia à l'arme nucléaire française et à l'Union Européenne qu'il avait au départ dénoncées, et la guerre impérialiste menée par Sarkozy en Lybie (2011) ne fut guère contestée dans les rues et la presse "de Gauche" à Paris.

Encore aujourd'hui, la guerre impérialiste menée par les troupes françaises au Sahel africain, sous prétexte de combattre les djihadistes, alors qu'elle ne fait qu'y détruire les États au profit de l'intégrisme et de l'ethnicisme, ne reçoit pas la riposte qu'elle mérite.

Nous ne pouvons pas nous prétendre communistes en France sans tout faire pour redonner naissance à un grand mouvement

populaire contre l'Impérialisme en général, et celui de la France en particulier, en exigeant :

1/ la France hors de l'OTAN (et de l'UE)

2/ le retour en France des troupes engagées en Afrique (OPEX)

3/ une diplomatie française active au service du désarmement (y compris nucléaire) et de la paix dans le monde

4/ développement et reconversion des industries militaires vers des produits civils.

En sachant que ces objectifs anti-impérialistes ne pourront être atteints sans luttes opiniâtres, pour éradiquer l'inégalité capitaliste, et pour une société Socialiste de services publics.

Les Brochures déjà publiées par l'ANC.

1/ « Histoire française du suffrage universel »

2/ « Les Communistes et les religions »

3/ « les migrations »

4/ « Europe sociale mythe ou possibilité ? »

Bulletin d'adhésion

**L'avenir du pays dépend de notre capacité à unir toutes les
forces de progrès,
nous comptons sur toi !**

*Voyageur, le chemin ce sont les traces de tes pas, c'est tout.
Voyageur, il n'y a pas de chemin ; le chemin se fait en marchant.
Et quand tu regardes derrière toi, tu vois le sentier que jamais tu
ne dois à nouveau fouler.*

Antonio MACHADO

-
- Je veux être informé des initiatives de l'ANC.
 - Je rejoins l'ANC (cotisation annuelle à partir de 30 € dont 2 € pour le bulletin).

Je verse

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

COURRIEL :

**A retourner accompagné d'un chèque à ANC - 6, Rue
Leibniz - 75018 Paris**

Adhésion électronique :

<https://www.helloasso.com/associations/association-nationale-des-communistes/adhesions/adhesion-2018-anc-1>